



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 53.964/2/V
du 21 août 2013

advies 53.964/2/V
van 21 augustus 2013

sur

over

un avant-projet de loi
‘modifiant la loi du
3 novembre 2001 relative à la
création de la Société belge
d’Investissement pour les pays
en développement et modifiant
la loi du 21 décembre 1998
portant création de la
« Coopération technique
belge » sous la forme d’une
société de droit public’

een voorontwerp van wet ‘tot
wijziging van de wet van
3 november 2001 tot oprichting
van Belgische
Investeringsmaatschappij voor
Ontwikkelingslanden en tot
wijziging van de wet van
21 december 1998 tot
oprichting van de “Belgische
Technische Coöperatie” in de
vorm van een vennootschap
van publiek recht’

Le 26 juillet 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Coopération au Développement, à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 3 novembre 2001 relative à la création de la Société belge d'Investissement pour les pays en développement et modifiant la loi du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération technique belge » sous la forme d'une société de droit public'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 21 août 2013. La chambre était composée de Robert ANDERSEN, premier président du Conseil d'État, Pierre VANDERNOOT et Michel PÂQUES, conseillers d'État, Yves DE CORDT, assesseur, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît JADOT, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 21 août 2013.

*

Op 26 juli 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Ontwikkelingssamenwerking verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 3 november 2001 tot oprichting van Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden en tot wijziging van de wet van 21 december 1998 tot oprichting van de "Belgische Technische Coöperatie" in de vorm van een vennootschap van publiek recht'.

Het voorontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 21 augustus 2013. De kamer was samengesteld uit Robert ANDERSEN, eerste voorzitter van de Raad van State, Pierre VANDERNOOT en Michel PÂQUES, staatsraden, Yves DE CORDT, assessor, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 21 augustus 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Il résulte de l'article 19/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable' qu'en principe tout avant-projet de loi doit donner lieu à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence.

Selon l'article 19/1, § 1^{er}, alinéa 2, de la même loi, les seuls cas dans lesquels un tel examen préalable ne doit pas avoir lieu sont ceux qui sont fixés par un arrêté royal adopté à cette fin. En l'état, ces cas sont fixés par l'arrêté royal du 20 septembre 2012 portant exécution de la disposition précitée de la loi du 5 mai 1997. Le présent avant-projet de loi n'entre dans aucun des cas de dispense prévus par l'arrêté royal du 20 septembre 2012.

Le dossier contient un document « EIDDD : quick scan (Formulaire B) » qui, outre une brève description de la portée de l'avant-projet de loi, ne contient aucune indication propre à celui-ci dans la partie du document intitulée « Évaluation des effets pour le développement durable » et qui, pour le surplus, déclare que l'avant-projet n'a pas d'effets économiques, sociaux ou environnementaux importants en se limitant à exposer ce qui suit : « La mise en œuvre de la coopération ne change pas ».

Un document aussi sommaire ne peut raisonnablement être considéré comme contenant un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence au sens de l'article 19/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 5 mai 1997.

Il n'apparaît donc pas que la formalité prescrite par cette disposition ait été régulièrement accomplie.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Dans l'avis 31.222/4 donné le 7 mars 2001 sur l'avant-projet devenu la loi du 3 novembre 2001 'relative à la création de la Société belge d'Investissement pour les pays en développement et modifiant la loi du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération technique belge » sous la forme d'une société de droit public', la section de législation du Conseil d'État s'était interrogée sur la cohérence des missions attribuées par cet avant-projet à la Société belge d'investissement pour les pays en développement (en abrégé : « BIO ») avec celles que la loi du 21 décembre 1998 attribue à la « Coopération technique belge » (en abrégé : « CTB »).

Au terme de son analyse, la section de législation avait observé ceci :

« Il est [...] permis de se demander comment les initiatives de la CTB en matière de coopération financière et de soutien au secteur privé d'un pays partenaire, même si elles trouvent leur place dans le cadre de la coopération bilatérale directe, vont pouvoir se concilier avec les initiatives de même nature de la Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement.

L'avant-projet de loi n'apporte sur ce point aucune réponse.

Plus fondamentalement, la section de législation du Conseil d'État n'aperçoit pas l'intérêt ou l'utilité de mettre, fût-ce partiellement, en concurrence deux sociétés anonymes de droit public compétentes en matière de coopération au développement »¹.

L'exposé des motifs du projet devenu la loi du 3 novembre 2001 fait apparaître que le législateur a entendu répondre à cette observation, notamment en insérant expressément dans cette loi et dans celle du 21 décembre 1998 diverses dispositions tendant à mieux distinguer les missions respectives de BIO et de la CTB².

Il appartiendra aux auteurs du présent avant-projet d'apprécier, en tenant compte du contenu de celui-ci, si les réponses apportées à l'époque à l'observation formulée dans l'avis 31.222/4 suffisent encore à assurer la distinction entre les missions des deux sociétés.

À cet égard, l'attention est spécialement attirée sur le fait que le présent avant-projet tend à abroger une disposition – en l'occurrence l'article 3, § 3, alinéa 2, de la loi du 3 novembre 2001, qui énonce le principe suivant lequel « BIO fera appel aux services de la CTB lorsqu'une assistance technique et un transfert de connaissances sont requis en appui à ses décisions d'investissement » – que l'exposé des motifs du projet devenu la loi du 3 novembre 2001 avait présentée comme contribuant à répondre à l'observation de la section de législation.

L'avant-projet sera réexaminé et, le cas échéant, revu sur ce point.

2. Lors des travaux préparatoires de la loi du 3 novembre 2001, il avait été déclaré que la loi du 25 mai 1999 'relative à la coopération internationale belge' ne s'appliquait en principe pas à BIO, les activités de celle-ci ne constituant ni de la coopération bilatérale directe ou indirecte, ni de la coopération multilatérale³. La seule exception à ce principe concernait l'article 4 de la loi du 25 mai 1999, que l'article 5, alinéa 2, deuxième phrase, et l'article 8 de la loi du 3 novembre 2001 ont expressément rendu applicable à BIO.

Depuis lors, la loi du 25 mai 1999 a été remplacée par la loi du 19 mars 2013 'relative à la coopération au développement'. Le champ d'application de cette dernière loi est plus large que celui de la loi du 25 mai 1999, du moins en ses dispositions portant de manière générale sur la « coopération belge au développement », telle que la définit l'article 2, 1°, de la

¹ *Doc. parl.*, Chambre, 2000-2001, n° 1349/1, pp. 21 à 23.

² *Doc. parl.*, Chambre, 2000-2001, n° 1349/1, plus particulièrement pp. 8 à 10, 14 et 16. Voir, dans la loi du 3 novembre 2001, l'article 3, § 3, alinéa 2, et les modifications que cette loi a apportées aux articles 2, 5, 7 et 9 de la loi du 21 décembre 1998.

³ *Doc. parl.*, Chambre, 2000-2001, n° 1349/1, pp. 10 et 16.

loi du 19 mars 2013. Comme l'indiquent les travaux préparatoires de ladite loi, celle-ci constitue une « législation de référence générale », tendant à couvrir la totalité des activités de la coopération au développement ⁴. Il en va en tout cas ainsi des dispositions de la loi du 19 mars 2013 qui portent de manière générale sur la « coopération belge au développement ». Il résulte donc directement de la loi du 19 mars 2013 que les activités de BIO sont soumises auxdites dispositions ⁵.

Dans ces conditions, il n'y a pas lieu d'insérer dans la loi du 3 novembre 2001 des dispositions tendant à rappeler que tel ou tel article de la loi du 19 mars 2013 portant de manière générale sur la « coopération belge au développement » s'applique à BIO ou à paraphraser des dispositions de cette loi applicables de toute façon à BIO.

L'avant-projet de loi comprend des dispositions en ce sens. C'est en particulier le cas des dispositions qui, selon l'avant-projet, sont appelées à former le paragraphe 1^{er}, alinéa 7 (en tant qu'il impose le respect des « critères généraux de la coopération belge au développement »), le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, première phrase, et le paragraphe 4 de l'article 3 de la loi du 3 novembre 2001, ainsi que des modifications qu'il est envisagé d'apporter aux articles 5 et 8 de la même loi.

Les dispositions citées sont inutiles. En outre, elles peuvent susciter quelque ambiguïté quant au point de savoir si les dispositions de la loi du 19 mars 2013 qui ne sont pas expressément rappelées ou paraphrasées dans la loi du 3 novembre 2001, sont ou non applicables à BIO.

L'avant-projet sera revu en conséquence.

3. Plusieurs dispositions de l'avant-projet attribuent directement à un ministre des pouvoirs qui reviennent normalement au Roi ou assignent des tâches précises à un service administratif nommément désigné.

Elles s'immiscent ainsi dans l'organisation et le fonctionnement internes de l'exécutif.

De telles dispositions n'ont pas leur place dans une loi.

L'avant-projet sera revu en conséquence.

⁴ *Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, n° 2465/1, pp. 16 et 17.

⁵ Voir sur ce point *Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, n° 2465/6, p. 17.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 4

Le texte à l'examen n'a pas d'autre objet que de donner des exemples d'investissements indirects visés dans la disposition par laquelle l'article 3 tend à remplacer l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 3 novembre 2001.

La mention de ces exemples a sa place, non pas dans le dispositif même de la loi, mais dans l'exposé des motifs. On notera du reste que le commentaire de l'article 3 donné par l'exposé des motifs en fait expressément état.

L'article 4 sera donc omis.

Article 5

1. Comme l'a confirmé le délégué du ministre, l'intention des auteurs de l'avant-projet est en ce sens que les subsides auxquels se rapporte la disposition à l'examen ne puissent être octroyés qu'à des sociétés en portefeuille, à des structures intermédiaires orientées exclusivement vers des entreprises locales, et à des micro, petites et moyennes entreprises des pays en développement.

Le texte en projet gagnerait à exprimer plus clairement cette intention.

À cet égard, la section de législation observe aussi que la définition donnée par le texte à l'examen des « sociétés en portefeuille », des « structures intermédiaires orientées exclusivement vers des entreprises locales » et des « micro, petites et moyennes entreprises des pays en développement » gagnerait à figurer dans une disposition spécifique de la loi du 3 novembre 2001, insérée au début de celle-ci, plutôt que dans l'article 3, § 1^{er}.

2. La définition des « structures intermédiaires orientées exclusivement vers des entreprises locales » constitue un élément essentiel du régime d'octroi des subsides qu'envisage le texte en projet.

C'est donc de manière exhaustive, et non pas seulement exemplative, qu'il incombe au législateur de déterminer les formes que doivent revêtir ces structures.

Le texte sera revu en conséquence.

3. Selon la disposition à l'examen, « BIO rend compte de ces subsides à l'État belge ».

Il appartient au législateur de fixer, à tout le moins, les modalités essentielles de cette obligation imposée à BIO.

Article 6

Il serait plus simple et plus clair de remplacer les deux premiers tirets de la disposition en projet par un seul tiret faisant mention de tout État visé au *littera a)* ou au *littera b)* de l'article 307, § 1^{er}, alinéa 5⁶, du Code des impôts sur les revenus 1992.

Article 8

Il est renvoyé à l'observation générale n° 1.

Sous réserve de la suite qui sera donnée à cette observation, il importe de relever que l'abrogation de l'article 3, § 3, alinéa 2, de la loi du 3 novembre 2001 implique que soit aussi abrogé l'article 7, alinéa 3, de la loi du 21 décembre 1998 'portant création de la « Coopération technique belge » sous la forme d'une société de droit public'.

Article 10

1. La détermination des matières que le contrat de gestion est appelé à régler constitue un élément essentiel du régime de celui-ci.

Il incombe dès lors au législateur d'énumérer ces matières de façon exhaustive.

En conséquence, dans la phrase introductive de l'article 4/1, § 2, en projet, les mots « au moins » seront omis et, le cas échéant, le texte sera complété par l'indication d'autres matières que devrait régler le contrat de gestion.

2. S'il peut être admis que le contrat de gestion détermine les axes prioritaires assignés à BIO dans l'exécution des missions qui lui sont confiées, il ne peut par contre être admis que le contrat de gestion définisse l'objet même de ces missions : il s'agit en effet d'une question essentielle, qu'il appartient au législateur de régler lui-même.

Aussi, dans l'article 4/1, § 2, 1°, en projet, les mots « la mission et » seront omis.

3. Dans l'article 4/1, § 2, 6°, en projet, il conviendrait de préciser la nature des sanctions envisagées. Cette question constitue en effet un élément essentiel du régime du contrat de gestion et doit donc être réglée par le législateur.

4. La section de législation se demande ce que vise exactement l'article 4/1, § 2, 7°, en projet lorsqu'il fait état du « contrôle externe ».

Le contrat de gestion ne pourrait en tout cas régler les formes de contrôle que visent et règlent déjà les articles 5 et 5bis de la loi du 3 novembre 2001.

⁶ Et non pas « alinéa 4 » (voir la modification que l'article 36, 1°, de la loi du 30 juillet 2013 'portant des dispositions diverses' a apportée à l'article 307, § 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992).

Le texte sera revu en conséquence.

Article 14

L'article 4/5, alinéa 2, en projet prévoit qu'il n'y a pas lieu de publier au *Moniteur belge* les dispositions du contrat de gestion qui sont « visées par une obligation de secret instaurée par ou en vertu de la loi ou dont la publication serait contraire à l'ordre public ».

La section de législation n'aperçoit pas comment le contrat de gestion pourrait en lui-même contenir des clauses qui devraient être couvertes par le secret prévu par ou en vertu de la loi ou dont la divulgation serait de nature à porter atteinte à l'ordre public, le contrat de gestion n'étant pas normalement destiné à viser des opérations déterminées passées avec telle ou telle entreprise nommément désignée.

Article 16

En ce qui concerne l'article 2bis, § 1^{er}, en projet, la précision suivant laquelle le président du conseil d'administration est « membre de plein droit » du conseil n'aurait de sens que si le législateur mettait en place un régime distinguant la nomination des membres du conseil et celle du président.

Si telle était la volonté, il y aurait lieu de compléter l'avant-projet en conséquence.

Si ce n'est pas le cas, il convient d'omettre les mots « , qui en est membre de plein droit ».

Article 18

Concernant l'entrée en vigueur de la loi en projet – à l'exception des articles 10 à 14 – le jour de sa publication au *Moniteur belge*, il est rappelé qu'à moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 4 de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires', il faut renoncer en principe à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

Quant au pouvoir donné au Roi de fixer la date d'entrée en vigueur des articles 10 à 14, il y a lieu d'observer qu'abandonner au Roi le pouvoir de fixer l'entrée en vigueur d'une disposition législative, sans prévoir de date ultime d'entrée en vigueur, est de nature à conduire à méconnaître le principe, consacré par l'article 108 de la Constitution, selon lequel le Roi ne peut « ni suspendre les lois elles-mêmes, ni dispenser de leur exécution ».

La disposition à l'examen sera revue en conséquence⁷.

*

⁷ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 154.1 à 154.2 et formule F 4-5-2-2.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Uit artikel 19/1, § 1, eerste lid, van de wet van 5 mei 1997 ‘betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’ volgt dat elk voorontwerp van wet in principe aanleiding moet geven tot een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren.

Overeenkomstig artikel 19/1, § 1, tweede lid, van dezelfde wet zijn de enige gevallen waarin zo een voorafgaand onderzoek niet hoeft plaats te vinden, die welke bepaald zijn bij een koninklijk besluit dat hiertoe is goedgekeurd. Bij de huidige stand van zaken worden die gevallen bepaald bij het koninklijk besluit van 20 september 2012 waarbij de voormelde bepaling van de wet van 5 mei 1997 uitgevoerd is. Het voorliggende voorontwerp van wet valt onder geen enkel geval van vrijstelling vervat in het koninklijk besluit van 20 september 2012.

Het dossier bevat een document “DOEB quick scan (Formulier B)” dat, behalve een korte beschrijving van de strekking van het voorontwerp van wet, geen enkel specifiek gegeven over dat voorontwerp verschaft in het onderdeel van het document met als opschrift “Inschatting van effecten voor duurzame ontwikkeling”, waarin voor het overige aangegeven wordt dat het voorontwerp geen grote economische, sociale of milieueffecten heeft, doordat daarin alleen het volgende uiteengezet wordt: “De uitvoering van de ontwikkelingssamenwerking wijzigt niet.”

Een document met een dermate summiere vermelding van gegevens kan redelijkerwijze niet beschouwd worden als een document dat een voorafgaand onderzoek bevat met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren in de zin van artikel 19/1, § 1, eerste lid, van de wet van 5 mei 1997.

Het vormvereiste dat bij die bepaling voorgeschreven is, is dus blijkbaar niet naar behoren vervuld.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. In advies 31.222/4, op 7 maart 2001 verstrekt over het voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 3 november 2001 ‘tot oprichting van de Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden en tot wijziging van de wet van 21 december 1998 tot oprichting van de « Belgische Technische Coöperatie » in de vorm van een naamloze vennootschap van publiek

recht', heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State de coherentie onderzocht van de taken die bij dat voorontwerp opgedragen werden aan de Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden (afgekort als "BIO") ten opzichte van die welke bij de wet van 21 december 1998 worden toegekend aan de "Belgische Technische Coöperatie" (afgekort als "BTC").

Na haar onderzoek heeft de afdeling Wetgeving opgemerkt wat volgt:

"[D]e vraag [rijst] hoe de initiatieven van de BTC inzake financiële samenwerking en steun aan de privésector van een partnerland, zelfs indien ze kunnen worden ingepast in het kader van de directe bilaterale samenwerking, zich zullen kunnen verdragen met initiatieven van dezelfde aard van de Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwikkelingslanden.

Het voorontwerp van wet geeft op dat punt geen uitsluitel.

Meer essentieel nog is het de afdeling Wetgeving van de Raad van State niet duidelijk wat het belang of het nut ervan is om twee naamloze vennootschappen van publiek recht die bevoegd zijn inzake ontwikkelingssamenwerking, zij het dan gedeeltelijk, tot mekaars concurrenten te maken."¹

Uit de memorie van toelichting bij het ontwerp dat tot de wet van 3 november 2001 geleid heeft, blijkt dat de wetgever tegemoet heeft willen komen aan die opmerking, inzonderheid door in die wet en in de wet van december 1998 uitdrukkelijk diverse bepalingen op te nemen teneinde een beter onderscheid te maken tussen de respectieve opdrachten van BIO en van CTB.²

De stellers van het voorliggende voorontwerp dienen, rekening houdend met de inhoud van het voorontwerp, na te gaan of de antwoorden die destijds geboden zijn op de in advies 31.222/4 geformuleerde opmerking nog volstaan om een onderscheid te kunnen maken tussen de opdrachten van de twee vennootschappen.

In dat opzicht wordt de aandacht in het bijzonder gevestigd op het feit dat het voorliggende voorontwerp strekt tot het opheffen van een bepaling - in casu artikel 3, § 3, tweede lid, van de wet van 3 november 2001, waarin het principe opgenomen is dat "BIO een beroep [zal] doen op BTC voor het verlenen van technische assistentie en kennisoverdracht, indien nodig ter ondersteuning van haar investeringsbeslissingen" - welke bepaling in de memorie van toelichting bij het ontwerp dat tot de wet van 3 november 2001 geleid heeft, werd voorgesteld als onderdeel van het tegemoetkomen aan de opmerking van de afdeling Wetgeving.

Het voorontwerp dient in voorkomend geval herzien te worden op dat punt.

2. Tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 3 november 2001 is verklaard dat de wet van 25 mei 1999 'betreffende de Belgische internationale samenwerking' in principe niet toepasbaar is op BIO, aangezien de activiteiten ervan geen directe of indirecte

¹ *Parl.St. Kamer* 2000-2001, nr. 1349/1, 21 tot 23.

² *Parl.St. Kamer* 2000-2001, nr. 1349/1, meer bepaald 8 tot 10, 14 en 16. Zie, in de wet van 3 november 2011, artikel 3, § 3, tweede lid, en de wijzigingen die bij die wet aangebracht zijn in de artikelen 2, 5, 7 en 9 van de wet van 21 december 1998.

bilaterale samenwerking, noch multilaterale samenwerking vormen.³ De enige uitzondering op dat principe betrof artikel 4 van de wet van 25 mei 1999, dat uitdrukkelijk van toepassing is verklaard op BIO bij artikel 5, tweede lid, tweede zin, en bij artikel 8 van de wet van 3 november 2001.

Sindsdien is de wet van 25 mei 1999 vervangen door van de wet van 19 maart 2013 ‘betreffende de Belgische Ontwikkelingssamenwerking’. Het toepassingsgebied van die laatste wet is veel ruimer dan dat van de wet van 25 mei 1999, althans wat betreft de bepalingen die in het algemeen betrekking hebben op de “Belgische Ontwikkelingssamenwerking”, zoals die gedefinieerd wordt in artikel 2, 1°, van de wet van 19 maart 2013. Zoals in de parlementaire voorbereiding van de wet in kwestie aangegeven wordt, vormt die wet een “algemene kaderwetgeving”, die ertoe strekt de totaliteit van de activiteiten van de Ontwikkelingssamenwerking te dekken.⁴ Dat is in ieder geval zo voor de bepalingen van de wet van 19 maart 2013 die in het algemeen betrekking hebben op de “Belgische Ontwikkelingssamenwerking”. Uit de wet van 19 maart 2013 volgt dus rechtstreeks dat de activiteiten van BIO onder die bepalingen vallen.⁵

In die omstandigheden bestaat er geen grond om in de wet van 3 november 2001 bepalingen in te voegen om in herinnering te brengen dat het ene of het andere artikel van de wet van 19 maart 2013 dat in het algemeen betrekking heeft op de “Belgische Ontwikkelingssamenwerking”, van toepassing is op BIO of om bepalingen van die wet te parafraseren die hoe dan ook van toepassing zijn op BIO.

Het voorontwerp van wet bevat bepalingen in die zin. Dat is in het bijzonder het geval met de bepalingen die volgens het voorontwerp paragraaf 1, zevende lid (in zoverre daarbij de naleving van de “algemene criteria van de Belgische Ontwikkelingssamenwerking” verplicht wordt gesteld), paragraaf 2, eerste lid, eerste zin, en paragraaf 4 zullen vormen van artikel 3 van de wet van 3 november 2001, en met de wijzigingen die in de artikelen 5 en 8 van dezelfde wet worden aangebracht.

De aangehaalde bepalingen zijn overbodig. Bovendien kunnen ze aanleiding geven tot enige onduidelijkheid wat betreft de vraag of de bepalingen van de wet van 19 maart 2013 die niet uitdrukkelijk in herinnering gebracht of geparafraseerd worden in de wet van 3 november 2001, al dan niet toepasselijk zijn op BIO.

Het voorontwerp behoort dienovereenkomstig herzien te worden.

3. In verscheidene bepalingen van het voorontwerp worden rechtstreeks aan een minister bevoegdheden verleend die normaal toekomen aan de Koning of worden precieze taken toevertrouwd aan een administratieve dienst die bij naam genoemd wordt.

Ze betekenen aldus een inmenging in de interne organisatie en werking van de uitvoerende macht.

³ *Parl.St. Kamer* 2000-2001, nr. 1349/1, 10 en 16.

⁴ *Parl.St. Kamer* 2012-2013, nr. 2465/1, 16 en 17.

⁵ Wat dat punt betreft, zie *Parl.St. Kamer* 2012-2013, nr. 2465/6, 17.

Dergelijke bepalingen horen niet thuis in een wet.

Het voorontwerp moet dienovereenkomstig aangepast te worden.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 4

De voorliggende tekst heeft alleen tot doel voorbeelden te geven van indirecte investeringen in de zin van de bepaling die volgens artikel 3 van het ontwerp in de plaats komt van artikel 3, § 1, eerste lid, van de wet van 3 november 2001.

Die voorbeelden behoren niet te worden gegeven in het dispositief zelf van de wet, maar in de memorie van toelichting. Voorts weze opgemerkt dat daarvan uitdrukkelijk gewag wordt gemaakt in de bespreking van artikel 3 in de memorie van toelichting.

Artikel 4 dient dus geschrapt te worden.

Artikel 5

1. Zoals de gemachtigde van de minister bevestigd heeft, ligt het in de bedoeling van de stellers van het voorontwerp dat de subsidies waarop de voorliggende bepaling betrekking heeft alleen toegekend kunnen worden aan portfoliovennootschappen, aan tussenstructuren die enkel gericht zijn op lokale ondernemingen en aan micro, kleine en middelgrote ondernemingen van de ontwikkelingslanden.

Het verdient aanbeveling die bedoeling duidelijker naar voren te laten komen in de ontworpen tekst.

In dat opzicht merkt de afdeling Wetgeving ook op dat de definitie die in de voorliggende tekst gegeven wordt van “portfoliovennootschappen”, van “tussenstructuren die enkel gericht zijn op lokale ondernemingen” en van “micro, kleine en middelgrote ondernemingen van de ontwikkelingslanden” beter opgenomen zou worden in een specifieke bepaling van de wet van 3 november 2001 die vooraan in die wet zou worden ingevoegd in plaats van in artikel 3, § 1.

2. De definitie van “tussenstructuren die enkel gericht zijn op lokale ondernemingen” vormt een essentieel onderdeel van de regeling voor de toekenning van subsidies die in de ontworpen tekst beoogd wordt.

De wetgever dient dus op exhaustieve en niet louter op enuntiatieve wijze de vormen te bepalen die deze structuren moeten hebben.

De tekst behoort dienovereenkomstig herzien te worden.

3. Luidens de voorliggende bepaling “rapporteert [BIO] over deze subsidies aan de Belgische staat”.

De wetgever dient op zijn minst de essentiële nadere regels te bepalen van die aan BIO opgelegde verplichting.

Artikel 6

Het zou eenvoudiger en duidelijker zijn om de twee eerste streepjes van de ontworpen bepaling te vervangen door een enkel streepje dat melding maakt van elke Staat bedoeld in de bepaling onder a) of in de bepaling onder b) van artikel 307, § 1, vijfde lid⁶, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Artikel 8

Er wordt verwezen naar algemene opmerking 1.

Onder voorbehoud van het gevolg dat aan die opmerking zal worden gegeven, dient te worden opgemerkt dat de opheffing van artikel 3, § 3, tweede lid, van de wet van 3 november 2001 impliceert dat ook artikel 7, derde lid, van de wet van 21 december 1998 ‘tot oprichting van de « Belgische Technische Coöperatie » in de vorm van een naamloze vennootschap van publiek recht’ opgeheven moet worden.

Artikel 10

1. Het vaststellen van de aangelegenheden die in het beheerscontract geregeld moeten worden, vormt een essentieel onderdeel van het beheerscontract.

De wetgever dient die aangelegenheden dus exhaustief op te sommen.

Bijgevolg dienen in de inleidende zin van het ontworpen artikel 4/1, § 2, de woorden “ten minste” weggelaten te worden en dient de tekst in voorkomend geval aangevuld te worden met de vermelding van de andere aangelegenheden die het beheerscontract zou moeten regelen.

2. Hoewel aanvaard kan worden dat in het beheerscontract de prioriteiten worden bepaald die aan BIO toegewezen worden in de uitvoering van de aan die vennootschap toevertrouwde opdrachten, kan daarentegen niet aanvaard worden dat het beheerscontract de inhoud zelf van die opdrachten bepaalt: het gaat immers om een essentiële kwestie, die de wetgever zelf dient te regelen.

⁶ En niet het “vierde lid” (zie de wijziging die bij artikel 36, 1°, van de wet van 30 juli 2013 ‘houdende diverse bepalingen’ aangebracht is in artikel 307, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992).

Daarom dienen in het ontworpen artikel 4/1, § 2, 1°, de woorden “de opdracht en” geschrapt te worden.

3. In het ontworpen artikel 4/1, § 2, 6°, zou de aard van de bedoelde sancties verduidelijkt moeten worden. Die kwestie vormt immers een essentieel onderdeel van het beheerscontract en dient dus door de wetgever geregeld te worden.

4. De afdeling Wetgeving vraagt zich af wat in het ontworpen artikel 4/1, § 2, 7°, precies bedoeld wordt met “externe controle”.

Het beheerscontract kan in geen geval de vormen van controle regelen die reeds bepaald zijn in en geregeld zijn bij de artikelen 5 en 5bis van de wet van 3 november 2001.

De tekst behoort dienovereenkomstig herzien te worden.

Artikel 14

In het ontworpen artikel 4/5, tweede lid, wordt gesteld dat de bepalingen van het beheerscontract “waarvoor door of krachtens de wet een plicht tot geheimhouding werd ingesteld of waarvan de bekendmaking strijdig zou zijn met de openbare orde” niet in het *Belgisch Staatsblad* behoren te worden bekendgemaakt.

De afdeling Wetgeving ziet niet hoe het beheerscontract zelf bedingen zou kunnen bevatten waarvoor door of krachtens de wet een plicht tot geheimhouding zou zijn ingesteld of waarvan de bekendmaking de openbare orde zou kunnen schaden, aangezien het normalerwijze niet de bedoeling is dat in het beheerscontract melding wordt gemaakt van bepaalde verrichtingen die met deze of gene bij naamgenoemde onderneming uitgevoerd zijn.

Artikel 16

Wat het ontworpen artikel 2bis, § 1, betreft, zou de verduidelijking dat de voorzitter van de raad van bestuur “van rechtswege lid” is van de raad alleen zin hebben als de wetgever een regeling zou instellen waarbij een onderscheid gemaakt wordt tussen de aanstelling van de leden van de raad en die van de voorzitter.

Indien zulks de bedoeling mocht zijn, zou het voorontwerp dienovereenkomstig aangevuld dienen te worden.

Indien dat niet het geval is, dienen de woorden “die er van rechtswege lid van is” geschrapt te worden.

Artikel 18

Wat de omstandigheid betreft dat de ontworpen wet – met uitzondering van de artikelen 10 tot 14 – in werking treedt de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt

bekendgemaakt, wordt eraan herinnerd dat, tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding, vastgesteld bij artikel 4 van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’, in beginsel afgezien dient te worden van de onmiddellijke inwerkingtreding teneinde elkeen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

Wat betreft de bevoegdheid die aan de Koning opgedragen wordt om de datum van inwerkingtreding van de artikelen 10 tot 14 vast te stellen, dient opgemerkt te worden dat de omstandigheid dat het aan de Koning wordt overgelaten om de datum van inwerkingtreding van een wetsbepaling te regelen, zonder dat de uiterste datum van inwerkingtreding bepaald wordt, kan leiden tot een schending van het in artikel 108 van de Grondwet verankerde beginsel dat de Koning “de wetten zelf [niet mag] schorsen of [geen] vrijstelling van hun uitvoering [mag] verlenen”.

De voorliggende bepaling behoort dienovereenkomstig herzien te worden.⁷

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PREMIER PRÉSIDENT –
DE EERSTE VOORZITTER

Colette GIGOT

Robert ANDERSEN

⁷ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 154.1 tot 154.2 en formule F 4-5-2-2.